

Subsides

Je veux rappeler certains incidents observés dans notre région. Le gouvernement fédéral y avait implanté une politique de rétablissement de l'industrie de la betterave à sucre. Projet louable car nous avons besoin de cultures alternées pour remplacer celles qui ne produisent plus. Toutefois, lorsque nous nous reportons à l'année 1968, nous nous rappelons les efforts du gouvernement de l'époque pour convaincre le betteravier de renouer à cette culture. On l'a supplié de cesser la production et incité la raffinerie de sucre de la région à acheter l'équipement des cultivateurs pour en annuler le risque. Autrement dit, l'industrie venait de s'éteindre. Maintenant, ce gouvernement projette d'engager des millions de dollars pour ranimer l'industrie. Ce n'est pas aussi fourbe qu'on pourrait le croire car, durant cette époque de 1962 à 1966, le bénéfice économique réel des producteurs de betteraves à sucre n'était pas comparable au bénéfice tiré d'autres cultures et les cultivateurs de la région ont abandonné la production de betteraves pour des cultures plus faciles à récolter et rapportant plus à l'acre.

A cette époque, l'industrie ne bénéficiait d'aucun soutien. Maintenant, alors que les prix mondiaux du sucre sont élevés et qu'il serait profitable de cultiver la betterave sucrière, le gouvernement est d'avis qu'il faudrait peut-être implanter l'industrie dans la région. Quand un cultivateur désire entreprendre la culture de la betterave sucrière, les coûts sont faramineux. Aucun d'eux ne voudra faire un tel investissement à moins qu'on lui garantisse pour une longue période que le produit se vendra à profit sur le marché intérieur. Le cultivateur ne se laissera plus tenter par les encouragements désordonnés à une culture qui connaît des hauts et des bas. Il veut un programme assez stable et à long terme. Le gouvernement actuel n'a sûrement pas encore mis de l'avant un tel programme.

Chaque fois que s'annonce une élection, le cultivateur canadien peut s'attendre à une année de vaches grasses. Avant l'élection de 1968, les producteurs de betterave sucrière de ma région se sont vus accorder un million de dollars. Avant la dernière élection, il y a eu les paiements aux producteurs de blé, aux éleveurs de porcs et à d'autres cultivateurs de différentes régions. Il s'est trouvé justement que ces stimulants, ces paiements ont été faits quelques semaines avant l'annonce des élections de manière à influencer l'opinion de certains cultivateurs. Une telle façon de procéder bouleverse cependant les groupes de denrées.

Nous avons établi un comité spécial pour étudier la montée des prix des aliments au pays, mais voyons ce qui s'est produit au cours des trois dernières années. Nous importons actuellement du beurre. Il y a quatre ou cinq ans nous avons eu des excédents de stocks énormes, mais le gouvernement a créé un comité national des produits laitiers pour étudier ce problème et essayer de réduire les excédents. Ce comité a si bien réussi qu'un grand nombre de nos producteurs fut réduit à la pauvreté et dut quitter les fermes. Il espérait régulariser la production et l'aligner sur les besoins domestiques mais, dès qu'intervient ce facteur imprévisible qu'est la mauvaise température, le système s'effondre et le gouvernement doit importer des produits laitiers au Canada. Il nous est impossible de les importer à des prix de base peu élevés; nous devons les importer au prix du marché mondial qui est très souvent plus élevé que les prix canadiens.

• (1650)

Je voudrais ajouter un mot à propos d'autres produits de base. Au printemps dernier, ma région a souffert de

[M. Danforth.]

dommages énormes causés par le gel; dans la plupart des cas, toute la récolte des producteurs de pêches fut anéantie. Certains producteurs subirent des pertes très graves allant de \$10,000 à \$100,000. Ils firent appel à ce gouvernement pour obtenir de l'aide. Ils désiraient une aide financière directe, mais le gouvernement temporisa. Sa position était la suivante: nous allons attendre de voir ce que vous récoltez, nous prendrons ensuite les mesures appropriées. Les producteurs de pêches de la région savaient qu'il n'y aurait aucune récolte et que le gouvernement ne prendrait aucune mesure. C'est effectivement ce qui se produisit. Le gouvernement déclara qu'il aiderait les agriculteurs à obtenir des prêts bancaires aux taux en cours. La plupart des agriculteurs ayant le moindrement de crédit auraient pu prendre les mêmes mesures, d'ailleurs, ils l'ont probablement fait. Voilà quelle a été l'attitude du gouvernement dans ce cas.

Le gouvernement n'a pas de politique logique. Lorsque les producteurs de porcs ont eu certaines difficultés il y a un an et ont demandé de l'aide, ils l'ont obtenue immédiatement. Ils ont reçu \$5 par porc, jusqu'à concurrence de 200, soit une somme de \$1,000 par ferme. Ces agriculteurs ont reçu une aide qui était d'ailleurs justifiée mais d'autres producteurs n'ont pas reçu la même aide. Pourquoi aider un certain groupe et non pas l'autre? Pourquoi imposer des amendes aux producteurs pour produire du lait alors que les consommateurs du Canada paient le prix le plus élevé pour cette denrée? Il y a quelque chose qui cloche dans le système et dans la politique en général. Le ministre a déclaré ce matin, et je suis d'accord avec lui, qu'un agriculteur quitte sa ferme à chaque deux heures, ou onze agriculteurs qui quittent leurs fermes à chaque jour et se rendent dans les villes où, dans certains cas, ils touchent des prestations de bien-être. Le fait de perdre des agriculteurs à ce rythme indique qu'il y a quelque chose qui ne va pas.

Savez-vous qu'il y a actuellement au Canada plus de fonctionnaires que d'agriculteurs? Il y a quelque chose qui cloche si nous ne pouvons pas soutenir une industrie, mais que nous puissions par contre soutenir une bureaucratie. Il nous faut une politique qui redonne de l'attrait à l'industrie agricole. Ce n'est plus une industrie finie. C'en est une fort spécialisée qui exige un financement à très long terme et un financement en matière d'investissement qui se compare au financement industriel. Nous ne traitons pas avec des agriculteurs dont les dépenses varient entre \$15,000 et \$25,000, bien qu'il y en ait certainement de ceux-là aujourd'hui qui réussissent fort bien. Mais, dans la plupart des cas, il s'agit de fermiers dont les investissements s'établissent entre \$150,000 et 1 million ou peut-être 1 million et demi. Ce sont de grandes entreprises agricoles. Ne me dites pas que ce sont des sociétés agricoles. Certaines d'entre elles sont des fermes familiales à tous points de vue. Ce sont ces gens qui ont à souffrir. Ils veulent connaître les politiques du gouvernement, savoir où nous allons et ce que nous faisons.

Pour accroître simplement la confusion que nous éprouvons aujourd'hui, nous avons entendu le témoignage de deux ministres importants du gouvernement. L'un d'entre eux est le ministre de la Consommation et des Corporations chargé d'établir un comité spécial de la Chambre pour étudier les tendances des prix de l'alimentation et trouver des moyens qui permettraient au consommateur de ne pas payer des prix exorbitants. En somme, il tentera autant que possible de réprimer la hausse des prix. S'il ne peut bloquer les prix, il pourra peut-être freiner la hausse si rapide des prix. Le ministre a étudié la question, parce